

Le Bagout, Le journal des étudiants du CMH, vol. 2, no. 4, 28 novembre 2003, p. 3 et 22

Incinérateur à Belledune

ou pays à vendre au plus offrant

Par Sophie Taddeo

Le Canada n'est pas seulement le plus beau pays du monde... Il devient également graduellement une poubelle particulièrement efficace! Chroniques d'un pays aux normes environnementales déficientes...

Le gouvernement canadien a donné son aval à la compagnie Bennet Environnement pour la construction d'un incinérateur de terres contaminées à Belledune, dans la baie des Chaleurs, au Nouveau-Brunswick. Cet incinérateur aura comme mandat de brûler des terres contaminées à la créosote et aux hydrocarbures provenant à 95 % des États-Unis. Puisque nos normes environnementales sont moins élevées qu'au États-Unis et qu'en vertu de l'ALENA, les biens, les services et les déchets doivent pouvoir circuler librement d'un

pays à l'autre, le Nouveau-Brunswick a été choisi pour accueillir joyeusement ces terres contaminées.

Il y a de quoi s'inquiéter lorsque l'on apprend qu'aucune étude indépendante d'impact sur l'environnement, la seule étude existante à été commandée et financée par la compagnie elle-même, ou sur les effets sur la santé des habitants à long terme, n'a été effectuée. De plus, le directeur du développement des affaires de la compagnie a affirmé à un journaliste de Radio-Canada qu'il ne pouvait pas garantir qu'aucun BPC ne sera brûlé à avoir déjà reçu une amende

avait déjà reçu une amende de 8000\$ pour avoir entreposé illégalement des BPC chez une de ses filiales à Saint-Ambrase

au Nouveau Brunswick. La compagnie prévoit brûler un peu plus de 10 000 tonnes de terre par an. Les vents pourraient mener les émanations toxiques dans un large rayon de la ville.

Les effets de ce feu de joie pourraient se ressentir jusqu'en Gaspésie (ce qui provoque le colère de ce coin de pays).

Cette nouvelle a provoqué la colère des habitants de Belledune, déjà la septième ville la plus polluée au Canada, qui ne

disposent encore que de 120 jours, puisque l'incinérateur ne sera pas mis en fonction tout de suite, pour faire plier le gouvernement et empêcher l'utilisation de cet incinérateur. C'est pourquoi plusieurs équipes d'action sont mises en place pour éviter cette catastrophe environnementale. C'est ainsi qu'a été formé, en août 2003, la coalition retour à l'expéditeur qui vise à ce que « les producteurs de déchets toxiques assument leur responsabilité de pollueur et traitent leurs propres déchets ». Cette coalition a, depuis, tenté par divers moyens d'action (manifestations, spectacles bénéficiant et autres), d'empêcher l'activation de l'incinérateur.

Espérons que leurs luttes ne seront pas vaines et qu'ils seront entendus...

Nelson Mandela : l'un des grands défenseurs de la justice interraciale et de la démocratie

Anders Turgeon

Je vous présente l'un des plus grandes figures, selon moi, de la paix du XX^e siècle. Ce fut l'un des plus grands hommes qui milita surtout contre la ségrégation raciale qui sévissait dans son pays et pour la défense de la liberté et de l'égalité pour tous les individus du pays, peu importe leur "race", leur nationalité ou leur couleur de peau (surtout entre les Blancs et les Noirs). Ce grand homme se nomme Nelson Mandela. Dans le travail qui suivra, je vais notamment dresser la biographie de ce militant exceptionnel pour la justice interraciale et ce, sur deux aspects principaux : sa vie personnelle et l'œuvre qu'il a accomplie au cours de sa carrière de militant. Notamment, je vais alterner entre ces deux aspects dans la chronologie de l'existence du plus grand représentant de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud.

Tout d'abord, Nelson Rolihlahla Mandela naquit le 18 juillet 1918 à Mvezo, petit village situé dans le Transkei, région rurale du nord de l'Afrique du Sud (surnommée aussi le Bantoustan) dans une famille de sang royal, les Thimbu (son père, Henry Gadla

Mandela, fut chef du peuple des Xhosa) qui finit pourtant par perdre son titre un jour. En 1927, son père mourut, ce qui le poussa à quitter son village et à aller étudier à Mqhekezmeni, capitale du Thembuland (région du nord du pays qui se trouve à englober le Transkei) sous la tutelle du régent des Xhosa. Il reçut au départ une éducation contrainte sur ses origines ethniques, rurales et traditionnelles (plus les langues concernées). Cependant, cela changea quand il étudia ensuite au collège de Clarkebury (institution prestigieuse pour les Africains du Thembuland) en 1934, puis au lycée de Fort Beaufort en 1937. Dans ces deux écoles, il fut éduqué selon les valeurs, les idéologies et le peuple "british"; autrement dit, il fut acculturé selon la culture britannique sud-africaine afin de devenir un bon "Anglais Noir".

En 1938, Mandela entra à l'Université de Fort Hare, le

Cambridge des Africains (le but d'origine de l'université, celui de former des Noirs qui puissent inférioriser les Blancs pour que les Blancs aient plus de pouvoir dans l'État, fut une des manifestations de l'apartheid mineur présent depuis la première guerre mondiale)

pour étudier en droit. Il quitta l'université en 1941 après avoir été exposé pour la première fois à un exemple de la discrimination raciale et d'injustice (participation frustrante au conseil représentatif des étudiants de l'université). De plus, il quitta le Thembuland (raison : l'université et un mariage forcé pour lui à Mqhekezmeni) pour se retrouver à Johannesburg où il poursuivait ses études en droit.

À Johannesburg, Nelson Mandela fit la connaissance de membres du parti du Congrès national africain (ANC) et finit par entrer dans l'organisation. C'est dans ce contexte qu'il est véritablement exposé et prend

conscience de la ségrégation raciale qui sévit dans le pays entre les Blancs et les Noirs (idéologies de supériorité des Blancs britanniques). Ainsi, il adhère dans la lutte anti-apartheid (même si l'apartheid était mineur à ce moment-là) et à des principes de gauche et de liberté et d'égalité entre tous les individus, principes qui constitueront le moteur de son militantisme. Ensuite, il fonda la Ligue de la jeunesse de l'ANC en 1944 et devint membre du Comité exécutif de l'ANC du Transvaal (ancienne région d'Afrique du Sud regroupant aujourd'hui 4 provinces du nord-est de l'État) en 1947. Entretemps, il épouse Evelyn Mase en 1944. Cependant, de 1948 à 1952, le Parti national accède au pouvoir; son chef et président d'État, Dr Daniel Malan, et son gouvernement (motivés par la phobie et la haine envers les Noirs) édifient, étape par étape, leur programme de "grand apartheid" (contrairement à l'apartheid mineur, il contenait 200 lois), manifeste de la catégorisation et de la discrimination raciale sur les plans politique et social. Cet événement fit en sorte que l'ANC commença à contester (suite page 22)



(suite de la page 3 : Mandela)

ouvertement et à mettre en branle le mouvement anti-apartheid (manifestations contre le régime et association avec le Parti communiste sud-africain).

En 1952, Mandela devint l'un des membres de la direction du Congrès national africain (plus un avocat de profession - il eut un cabinet d'avocats noirs) et mena une campagne de non-respect des lois de l'apartheid, ce qui lui valut sa toute première arrestation et une peine de 9 mois de travaux forcés. C'est ce qui fit que lui et l'organisation commencèrent à travailler clandestinement à l'élaboration de principes de liberté et de non-distinction politique et sociale des "races" pour faire écho à leurs critiques des lois de l'apartheid, ce qui les conduisit à l'adoption, en 1955, de la Charte de la liberté, manifeste basé sur la démocratie et l'absence de discrimination raciale (et même à la remise en question des structures fondamentales étatiques). Cet acte aboutit à la seconde arrestation de Nelson Mandela et de onze autres membres de l'ANC pour trahison. Tous furent traduits en procès, mais ils furent acquittés en 1961. Pendant ce temps, le militant divorça d'Evelyn et épousa Winnie Madikizela en 1958 (elle occupa une grande place dans sa vie jusqu'à ce qu'ils divorcent en 1996).

En 1961, voyant que l'action pacifique donne très peu d'écho (autant sur les plans national qu'international), le parti décide de réorienter son mouvement anti-apartheid vers la lutte armée. Ainsi, l'ANC crée l'organisation militaire Umkhonto we Sigwe (la Lance de la nation) dont Nelson Mandela devient le commandant en chef (le siège déménage donc dans une ferme de Rivonia en banlieue de Johannesburg). En 1962, ce dernier part en tournée dans toute l'Afrique (pour recueillir des informations sur les manières d'orchestrer ses attaques) et organise ses premières offensives armées et ses attentats contre le régime d'apartheid. En conséquence, la même année, il se fit arrêter pour la troisième fois lors d'un raid perpétré par la police contre le quartier général de l'ANC (d'autres membres le furent également). Son procès, en 1963, le fit condamner à cinq ans de prison, notamment pour sorte illégale du pays et incitation à la grève. Cette peine se mua à la prison à vie, en 1964, lorsque de nouveaux chefs d'accusation furent portés contre Mandela : sabotage et complot révolutionnaire. Il fut emprisonné au pénitencier de Robben Island.

Pendant les vingt-sept ans de son incarcération, il poursuivit sa lutte pour la liberté et l'égalité politique et sociale entre les Blancs et les Noirs (appel à la poursuite de la lutte armée contre l'apartheid) malgré de durs moments comme le démantèlement de l'ANC et la montée des tensions de la violence venant des groupes de contestation noirs envers les autorités du pays durant les années 1970 et 1980 (cette violence a pris racine dans l'appel à la lutte armée contre les lois de l'apartheid). Pendant ce temps, il devint la figure emblématique du mouvement anti-apartheid et l'un des prisonniers politiques les plus célèbres

du monde (plusieurs manifestations et campagnes ont été effectuées à travers le monde afin de tenter de faire libérer Mandela, ce qui eut pour effet d'isoler le régime sud-africain). En quelque sorte, c'est la perte de vitesse du régime due à son incarcération qui poussa le président P.W. Botha, en 1985, à proposer à Mandela de le libérer en échange de l'arrêt des attentats terroristes. Le militant refusa, mais en revanche, il engagea des pourparlers avec le ministre de la Justice Kobie Coetsee et alla jusqu'à rencontrer le président Botha chez lui, en 1989, dans le but d'alléger les lois discriminatoires de l'apartheid (première bataille gagnée en 1986 : disparition des lois contre les mariages mixtes et l'obtention de permis intérieurs). De ce fait, Frederik de Klerk remplaça Botha à la présidence en 1989. Ce dernier décida de débiter l'abolition des lois de l'apartheid et fit libérer Mandela. Ce geste marqua une importante victoire pour ce dernier et pour le pays entier sur la plan de la lutte anti-apartheid. Il s'empressa de le faire remarquer dans son discours lors de sa sortie de prison (discours semblable à celui qu'il avait prononcé lors de son procès de Rivonia en 1962) : " Au cours de ma vie, je me suis entièrement consacré à la lutte du peuple africain. J'ai lutté contre la domination blanche, et j'ai lutté contre la domination noire. Mon idéal le plus cher a été celui d'une société libre et démocratique dans laquelle tous vivraient en harmonie et avec des chances égales. J'espère vivre assez longtemps pour l'atteindre. Mais si cela est nécessaire, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ". Par la suite, en 1991, Nelson Mandela engagea des négociations avec de Klerk qui aboutirent à la sortie définitive de l'apartheid (qui se manifesta par la disparition des dernières lois présentes, la reconnaissance pleine et entière des droits et libertés pour tous, l'abolition de la différenciation raciale sur le plan politique et social et l'instauration d'une démocratie représentative de tous les citoyens sud-africains) et devint président de l'ANC. Alors, le militant a totalement gagné la guerre contre la ségrégation raciale. Une manifestation visible de cela fut que les Blancs adoptèrent ces nouvelles résolutions politiques avec la manifestation, par référendum, de leur accord pour le partage du pouvoir entre ces derniers et les Noirs. Entretemps, Mandela se sépara d'avec sa femme Winnie Mandela en 1992.

Finalement, les premières années du nouveau régime démocratique furent déterminantes pour l'avenir : les sanctions internationales contre l'Afrique du Sud furent levées et, en 1993, Nelson Mandela et Frederik de Klerk reçurent conjointement le prix Nobel de la paix. En 1994, les premières élections libres (pour tous) portèrent l'ANC au pouvoir (65% des suffrages universels). Mandela devint ainsi le premier président de couleur de la république sud-africaine et mit en application tous ses principes de liberté et de démocratie. À la fin de son mandat, en 1999, il ne se représenta pas aux élections présidentielles (il laissa la place à son successeur à la tête du parti de l'ANC) et prit sa retraite.

En bref, pourquoi devrions-nous nous

souvenir de Nelson Mandela? Parce qu'il a été l'un des plus grands défenseurs de la ségrégation raciale au monde : il a contribué à instaurer l'égalité et les droits et libertés pour l'ensemble des citoyens (il n'y a pas de différenciation des "races" en ce qui concerne cet aspect). De plus, il a favorisé l'établissement d'un système démocratique représentatif de l'ensemble des citoyens de son État, l'Afrique du Sud (du jamais vu depuis la colonisation britannique dans cette région). Autrement dit, il fait partie de toutes les plus grandes figures de la paix du XXe siècle qui se sont portées au secours de ceux qui font partie des opprimés de ce monde et qui ont permis à ces derniers d'être sur le même pied d'égalité que le restant de leurs semblables. Lui-même affirme dans un extrait d'entrevue en parlant également de son parti, l'ANC, et de ses objectifs politiques (au moment où il était président) : " Aujourd'hui, c'est un parti politique légal, décidé à édifier une nouvelle Afrique du Sud, à encourager l'esprit de réconciliation entre (les) membres de races différentes et à régler les problèmes les plus urgents de la population ". Alors, un exemple pour bien se souvenir de ce grand homme qu'est Nelson Mandela et appliquer ses principes : éviter de commettre ou de dire toute phrase pouvant contenir des éléments racistes ou discriminatoires et de brimer un Noir, par exemple, dans ses droits et libertés. C'est très important si l'on désire que tout le monde soit égal et ait accès aux mêmes choses dans notre société!

(suite de la page 16 - journalistes)

ouvertes en qualifiant les interventions de ces derniers « de déquellances, de répugnances et de haineuses ». Pour ma part, j'ai relevé que, de 1990, au moment des événements d'Oké, à 1995, la période de la vente des cigarettes, la presse québécoise a matraqué, sans relâche et sans discernement, l'ensemble des Premiers peuples du Québec et cela sans aucun autre précédent. Les émissions de lignes ouvertes dans presque toutes les régions du Québec, la poubelle de l'information malhonnête et libelleuse, ont martelé négativement l'opinion publique québécoise sans que les protecteurs du droit du public à une information responsable, le Conseil de la radio et de la télévision canadienne (C.R.T.C.) et le Conseil de presse du Québec puissent faire quelque chose de significatif. Les efforts faits ont totalement été annihilés par leur impuissance structurelle. Pour toute défense, les leaders du Conseil de presse du Québec nous ont souligné « que des petits pas dans le bon sens ont été faits... » Malheureusement, ce ne sont pas de petits pas ridicules dont nous avons besoin pour améliorer la situation, mais de pas de géant puisque les torts causés sont immensurables. Sans aide, jamais les Premiers peuples du Québec ne réussiront à se remettre d'une campagne aussi généralisée et aussi tenace qui a donné le ton du traitement de l'information des dossiers de presse des Autochtones pour des